

Trump et l'Afrique

Comment l'Afrique a-t-elle accueilli la victoire de Donald Trump et qu'attend-elle de lui ? C'est à ces questions que se propose de répondre John Campbell dans une récente contribution au Council for Foreign Affairs^(*).

L'intervention d'un professeur nigérian de science politique dans *The New York Times* traduit les craintes de la grande masse des Africains : le repli de l'Amérique sur elle-même et le mépris des questions internationales par l'administration Trump. L'Afrique est la grande absente de la campagne présidentielle, à l'exception d'une légère référence au radicalisme djihadiste – s'agissant de la situation en Libye et non en Afrique subsaharienne.

L'intérêt de Trump pour l'Afrique est à la mesure du poids de ce continent dans les échanges de son pays. Les Etats-Unis importent d'Afrique principalement des produits primaires, en particulier le pétrole et les minéraux, et offrent un investissement limité dans les marchés «frontaliers».

Les échanges reposent juridiquement sur un accord commercial préférentiel entre les Etats-Unis et l'Afrique, la Loi sur la croissance et les potentialités en Afrique (the African Growth and Opportunity Act- AGOA), récemment reconduit mais qui demeure sans conséquence majeure pour l'économie américaine.

Les Etats-Unis renvoient à leur opinion publique une image de mécènes, plutôt que de partenaires, de leur présence sur le vieux continent noir. Sont notamment mis en exergue les programmes d'assistance, principalement dans le domaine de la santé et de l'éducation des filles. A ce

titre, le Plan d'urgence du Président pour le soulagement du sida (the President's Emergency Plan for AIDS Relief - PEPFAR) reste, depuis sa signature par George W. Bush, une parfaite illustration de ce mécénat. De même qu'il existe des accords de défense avec quelques pays africains, comme le Kenya et Djibouti, mais qui demeurent encore sans grande signification.

C'est sur le long terme que John Campbell invite à apprécier l'importance de l'Afrique pour les intérêts des Etats-Unis, «en ce qui concerne le changement climatique, les épidémies et toute une série de problèmes de sécurité potentiels».

Par ailleurs, l'Afrique pèse du poids du nombre d'Etats qu'elle comprend dans les organisations internationales et se trouve au cœur de l'agenda général des Etats-Unis pour «promouvoir la démocratie, les droits de l'Homme et la primauté du droit» — autant de questions qui paraissent étrangères au lexique de Trump.

Si les relations internationales sont «façonnées par des personnes aussi bien que des politiques», John Campbell rappelle que si «environ 70% des ambassadeurs (US à l'étranger – Ndlr) sont diplomates de carrière, en Afrique tous le sont, à deux exceptions près : l'Afrique du Sud et la Tanzanie. De même, le secrétaire d'Etat adjoint pour l'Afrique est un officier de carrière étranger».

Dans l'immédiat, aucun changement notable n'est toutefois perceptible : «Au moins pendant un an ou deux, la politique africaine de la nouvelle administration risque de se caractériser par une continuité.»

C'est dans l'autre sens qu'il va

falloir chercher le changement : la perception que se font les Africains de l'Amérique. John Campbell croit pouvoir écrire, dans une autre étude, que le prestige des Etats-Unis prend un sérieux coup en Afrique^(**).

«L'image des Etats-Unis en Afrique repose davantage sur le commerce et l'aide. Les Africains admirent et cherchent à imiter l'Etat de droit des Etats-Unis et les institutions de gouvernance largement exemptes de corruption. Ils cherchent à imiter les élections américaines qui sont crédibles et acceptées par les gagnants et les perdants. Le pluralisme ethnique et religieux des Etats-Unis a longtemps été admiré. C'est aussi la tradition américaine d'au moins une certaine civilité en politique.» Par ailleurs, à l'exception notable du Liberia, les Etats-Unis ne font pas partie de la mémoire coloniale.

«Hélas, ce n'est plus le cas», croit pouvoir dire John Campbell : «Il faudra un certain temps et un effort considérable des Etats-Unis pour réparer les dommages à leur réputation à la suite des élections de 2016.» Ses contacts au Nigeria et en Afrique du Sud l'autorisent à affirmer que «pour beaucoup d'Africains, la richesse personnelle et le manque de transparence d'Hillary Clinton sont une preuve de sa corruption personnelle, ce à quoi ils sont tous trop familiers. Quant à Donald Trump, sa rhétorique anti-immigrants et anti-musulmans résonne négativement dans une partie du monde qui envoie un nombre important d'immigrants aux Etats-Unis et où, peut-être, la moitié de la population est musulmane.»

Ainsi, «pour un trop grand nombre d'Africains, les Etats-Unis ne sont plus un phare de la liberté



Par Ammar Belhimer
ammarbelhimer@hotmail.fr

et de la démocratie. Ils partagent plutôt certaines caractéristiques de la plupart des Etats africains, comme la corruption du gouvernement, la précarité des institutions, les conflits ethniques, et la malhonnêteté des politiciens. Pour nous Américains, la réalité est, bien sûr, beaucoup plus nuancée. Mais la nuance ne voyage pas bien».

Du moins, pas à la vitesse des extrêmes.

A. B.

(*) John Campbell, *Sub-Saharan Africa and a Trump Administration*, Council for Foreign Affairs, 9 novembre 2016. <http://www.cfr.org/>

(**) John Campbell, *U.S. Prestige Takes a Hit in Africa*, 8 novembre 2016. <http://www.cfr.org/>

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
[@hakimlaalam](https://twitter.com/hakimlaalam)



Rire ? Pleurer ?

Rebrab obtient enfin la reconnaissance et les honneurs du FCE...

... brésilien !

Je suis resté un long moment à lire et à relire cette information parue dimanche en page 8 du quotidien *Liberté* : «Encore un hiver sans gaz à Ouled-Tadjine.» Rire ? Pleurer ? J'avoue que le premier réflexe a été de refermer les pages de ce journal, d'avaler la dernière goutte de café froid, de jeter la tasse dans l'évier et de sortir. Pour aller où ? Je ne le savais pas. Il me fallait de l'air. Plus d'air que ne m'en donnait la fenêtre de ma cuisine entrouverte. Pour enfin avaler cette évidence, grosse comme une boule, aux relents fétides : pourquoi encore écrire ? A quoi bon se gausser d'une mission d'alerte en ces terres autistes, sourdes et à l'avenir tracé à l'encre sympathique sur du parchemin miteux ? Finalement, j'ai renoncé à sortir. Comme d'autres renoncent à espérer voir arriver un jour le gaz dans leur contrée qu'un

vent pervers a baptisée perfidement du nom de «Ouled-Tadjine» ! Rire ou pleurer de cette association ubuesque entre le Tadjine et le gaz ? Entre le présent et l'absent. Et puis, par ma fenêtre toujours entrouverte, s'est immiscée cette autre idée encore plus tordue, plus vicieuse. Ouled-Tadjine, commune abandonnée par le gaz est-elle arrosée par la... 4G ? Comme pour boucler la boucle et faire laurier à cette parabole des possibles en terre impossible. Comment expliquer calmement aux esprits ordonnés et raisonnablement compartimentés que le gaz n'arrive pas au Peuple et aux Enfants de la Cuisson ? Rire ? Pleurer ? On ne rit pas de Ouled-Tadjine sans gaz. On écrit. On se condamne à écrire, et à écrire encore sur ces hivers discriminants. Comme des passerelles d'encre rageuse entre l'âge de pierre et l'âge de feu. Et pour que cette encre ne sèche surtout pas, fumer du thé pour rester éveillé à ce cauchemar qui continue.

H. L.